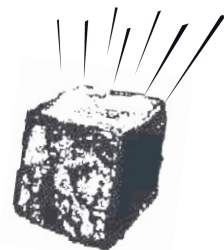


LE PAVÉ DE PANAME

ALAN, LA START-UP QUI NOUS LA MET À SÉCU !

Le gouvernement a encore tapé... en plein dans la caisse. Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, les agents de la DGFIP ont été dépossédés de leur travail, de leurs missions, de leurs droits et garanties, de leurs espaces de travail... et maintenant de leur protection sociale complémentaire. C'est un choix purement idéologique, fait au détriment de la stabilité et du besoin de proximité des agents. Un choix qui contrevient aussi aux principes de solidarité républicaine inscrits dans notre système global de protection sociale.



Le 22 mai dernier, le ministère des Finances annonçait avoir confié le marché de la protection sociale complémentaire (PSC), volet santé, des agent-e-s de Bercy à la start-up ALAN. Une entreprise privée au modèle économique spéculatif problématique : plus elle accumule les pertes, plus elle multiplie les levées de fonds. Une start-up 100 % numérique, qui délocalise ses prestations dans des pays à faibles coûts salariaux (ex : Tunisie). Une décision politique, pas technique. La refonte de la protection sociale complémentaire (santé et prévoyance) dans la fonction publique est le produit de la loi de transformation de la fonction publique de 2019. Il s'agit d'organiser le démantèlement de la Sécurité sociale afin de dégager le patronat du financement de la protection sociale et d'ouvrir le « marché » aux assurances à but lucratif. C'est dans ce cadre que le gouvernement veut mettre en place une conférence « sociale » sur le financement de la Sécurité sociale, pour liquider les acquis de la Libération et instaurer la TVA faussement dénommée « sociale ».



Le miracle de la notation ! Comme par magie, ALAN obtient une meilleure note que la MGEFI, mutuelle historique des Finances, pourtant réputée pour son accompagnement de terrain et son ancrage mutualiste. Par exemple, ALAN — 100 % numérique — a une meilleure note que la MGEFI sur les permanences physiques, alors que la MGEFI et ses prédécesseurs mutualistes les assurent depuis 80 ans. Oui, vous avez bien lu : une boîte sans guichet, sans agence, notée comme si elle avait pignon sur rue. Toujours déficitaire, mais toujours gagnante. Depuis sa création, ALAN n'a jamais dégagé un centime de bénéfice : 54 millions d'euros de pertes rien qu'en 2024, soit 11 % de son chiffre d'affaires. Mais cela ne l'empêche pas d'emprunter à tour de bras sur les marchés financiers... et de convaincre le gouvernement de lui confier la santé des agent-e-s publics. Remettre en cause la mutualité, coûte que coûte.

Ce choix n'est pas anodin : il vise à imposer un modèle économique concurrentiel et capitaliste à un secteur historiquement solidaire et non lucratif. En clair, on bazarde la logique de protection au service des agent-e-s, pour une logique de profit au service des actionnaires.

La CGT dénonce un passage en force, une guerre déclarée contre la mutualité, le dialogue social et les droits conquis de haute lutte. Et appelle à revenir en arrière... avant que tout parte en soins intensifs.

PARIS : UN PRINTEMPS POUR DÉFENDRE LA DGFIP

La campagne déclarative « papier » a viré à la galère pour les usager-es... et au cauchemar pour les agent-es. Dès le mois d'avril, la CGT Finances Publiques Paris est allée au contact des contribuables, devant les SIP de Paradis (9e/10e), Paganini (11e/20e), Eugène Carrière (18e) et de Beuret(15e). Tracts, pétitions, témoignages : partout, la même colère. Files d'attente interminables, accueils saturés, personnels sous pression, conditions d'attente déplorables... Beaucoup sont repartis sans avoir été reçus. Cause principale ? Une politique absurde de restriction de l'accueil avec seulement trois matinées d'ouverture par semaine : le reste du temps... portes closes, mais tensions ouvertes. Les usager-es s'entassent et s'énervent, les collègues trinquent. La CGT a lancé une alerte syndicale, dès les premiers incidents intervenus en début de campagne. Réponse de la direction ? De la com' et des vigiles. Elle ose même parler de « sérénité » ! Quelle sérénité, quand on accueille à la chaîne pendant que les usager-es poireautent dehors, parfois pour rien ? Mais on ne lâche rien. En intersyndicale avec Solidaires et FO, nous avons manifesté contre la fermeture programmée des SIP de Tolbiac (13e) et de l'Argonne (19e). Soutien de parlementaires, relais dans les médias, mobilisation réussie.



LE MESSAGE EST CLAIR : LES SERVICES PUBLICS DOIVENT ROUVRIRE PARTOUT, AVEC DU PERSONNEL ET DES MOYENS. TOUT LE MONDE LE COMPREND, SAUF UN : LE DIRECTEUR RÉGIONAL QUI PERSISTE À IMPOSER LE TOUT-NUMÉRIQUE. LE FIASCO DE CETTE CAMPAGNE ? IL EN PORTE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ.

L'ARGONNE FAIT DU BRUIT JUSQU'À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 14 mai dernier, la CGT Finances Publiques Paris, avec ses camarades de Solidaires et FO, était mobilisée devant le centre des Finances publiques de l'Argonne (Paris 19e). Objectif : alerter sur la fermeture programmée du site en 2028, dénoncer le démantèlement du service public et défendre les conditions de travail des agent-es ainsi que l'accueil des usager-es. Malgré les discours de façade sur l'«amélioration» du service public, les faits sont là : les suppressions d'emplois continuent, les accueils ferment, les implantations fondent, les collègues craquent. Ce 14 mai, l'intersyndicale est allée à la rencontre des usager-es et a interpellé les élu-es. Cette initiative n'est pas restée lettre morte : la députée du 19e arrondissement, Sarah Legrain, présente à nos côtés lors de l'action, a porté notre colère à l'Assemblée nationale. Le 3 juin, lors de la séance de questions orales, elle a dénoncé la casse méthodique des services publics

parisiens : « À Paris, ce sont neuf centres des Finances publiques qui ont fermé en cinq ans. Et cela continue. Le site de l'Argonne, dans le 19ème, est promis à la fermeture d'ici 2028. Ce site est essentiel dans un arrondissement populaire où les besoins sont immenses. » ; « Les agents sont épuisés, les conditions d'accueil des usagers sont indignes, et on nous parle encore de "modernisation"... » Cette interpellation est le résultat direct de notre travail syndical de terrain, de notre mobilisation collective, et de notre stratégie de visibilité et d'alliances.

À travers l'Argonne, c'est tout le devenir de nos missions et de nos services qui est en jeu. La CGT Finances Publiques Paris appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation contre les fermetures, les restructurations et les logiques comptables qui détruisent le service public.

REMETTRE LES COMPTEURS À RÉSEAU

S'il n'existe pas de système de mutation parfait, la règle de l'ancienneté administrative a le mérite d'être claire, compréhensible, objective, et son application contrôlable (ce qui est la moindre des choses pour une administration dont le contrôle est au cœur des missions). Mais, sans aucune concertation, notre directrice générale a ordonné le déploiement de la sélection au profil au plan local pour les cadres A, après l'avoir imposée aux cadres A+. C'en est fini pour eux du droit aux mutations choisies.

L'instauration d'un profilage systématique, faisant encourir un risque accru de traitements inégaux et de discriminations, n'est pas la mesure la plus pertinente à déployer alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir. La primauté du réseau est assumée, encouragée (incitation appuyée à s'inscrire sur LinkedIn, ceci malgré les mises en garde du ministère de l'Intérieur ou les affaires d'espionnage qui l'entourent).



Cette décision arbitraire alourdira la charge : des candidats (préparation des dossiers de candidature... avec un risque de renoncement à candidater), des responsables de service (qui devront s'improviser recruteurs) et des services RH.

La direction parisienne a annoncé la création d'un emploi à cet effet (il est à craindre que cela soit insuffisant). Si l'on peut se réjouir, une fois n'est pas coutume, que des emplois soient débloqués pour répondre aux besoins, il est pour le moins curieux — alors que notre administration subit des coupes sombres depuis des années — que cela soit pour répondre aux desideratas de notre directrice générale, et non à ceux de la population ou des agents. Et que dire du retour sur investissement, avec la disparition de MOUV'RH, versant mutations locales A, relégué aux oubliettes à peine deux ans après son déploiement ?

LA DGFIP SUBIT DEPUIS DES ANNÉES DES SAIGNÉES À NULLE AUTRE PAREILLE (PRÈS DE 50 000 EMPLOIS PERDUS DE 2002 À 2024). LES MOYENS NE SONT PLUS DONNÉS AUX AGENTS POUR RÉALISER PLEINEMENT LEURS MISSIONS. MAIS NOTRE DG TROUVE DE LA RESSOURCE POUR SATISFAIRE SES LUBIES. SI LES DROITS ET GARANTIES DES AGENTS LA PASSIONNENT TANT, NE FERAIT-ELLE PAS MIEUX DE SE PRÉOCCUPER DU TURN-OVER ENDÉMIQUE QUI FRAPPE LES SERVICES RH CHARGÉS DE LES DÉCLINER, À BERCY ?

C'ÉTAIT MAHIEUX AVANT !

Brutalité assumée de l'une, pusillanimité coupable de l'autre, nos précédents DRFiP ne resteront pas dans les annales pour avoir cherché à améliorer la qualité du dialogue social. Les récentes réponses du nouveau directeur aux revendications de la CGT et/ou de l'intersyndicale CGT – Solidaires – FO tendent à refléter une légère inflexion et la recherche d'un début de dialogue social plus constructif : droit à la remise immédiate aux usagers de leur avis d'imposition au guichet; obtention d'un quart d'heure de crédit-temps supplémentaire pour les collègues privés d'une cantine de proximité (Argonne, Londres, Notre-Dame-des-Victoires); obtention d'une demi-heure de crédit-temps supplémentaire pour les collègues privés d'une cantine de proximité durant les trois ponts de mai (Beuret, Sand, Moulin Vert, Paradis, Argonne, Meuniers, Tolbiac); autorisations d'absence accordées aux stagiaires privés de congés sur la période lorsqu'ils font face à des contraintes personnelles durant les ponts de mai (écoles fermées, absence de mode de garde...); prise en compte de la demande d'exclusion d'informations personnelles (âge, photo...) dans les dossiers de candidature pour le mouvement local des inspecteurs; lissage des offres de postes après publication du mouvement national, dans le cadre du mouvement local des inspecteurs. Pour autant, la CGT ne donnera pas un satisfecit à l'aune de ces quelques avancées. Elle ne saurait tolérer qu'on lui présente le double visage de Janus : concessions sur l'accessoire, passage en force des mesures destructrices. La CGT Finances Publiques continuera de lutter pour la défense du service public et les droits collectifs pour toutes et tous.

DES "BLOCS FONCTIONNELS" AUX BLOCS DYSFONCTIONNELS

Ou comment bricoler l'organisation du travail sur fond de suppressions de postes. Depuis le 1er janvier de cette année, les Services des Impôts des Particuliers (SIP) ont vu leur organisation bouleversée par la mise en place des "blocs fonctionnels". Fini la répartition historique entre assiette (75% des effectifs) et recouvrement (25%), deux métiers bien distincts, issus de la fusion DGI-DGCP, avec des logiques, des applicatifs, et même des philosophies différentes. Désormais, place à trois blocs :

1/ le BFRU (Bloc Fonctionnel Relation Usagers), centré exclusivement sur l'accueil (assiette sans gestion), décrochés téléphoniques (devenus l'horizon indépassable d'une DRFiP qui prépare un « NRP 3 » — c'est-à-dire la vente de sites des Finances publiques et la concentration des agent-es sur les sites restants, tout en réduisant les plages d'ouverture au public, passées en moins de 4 ans d'une ouverture du lundi au vendredi, matin et après-midi, à trois matinées par semaine : lundi, mercredi et vendredi), + recouvrement amiable ; 2/ le BFG (Bloc Fonctionnel Gestion – assiette), concentré sur la gestion et les tâches complexes (saisie de déclarations, contentieux, régularisations...) ; 3/ le recouvrement forcé, le Reste À Recouvrer, resté pour l'instant hermétique.

La direction avait annoncé une étanchéité totale entre les blocs. En réalité, dès mars, nous avons appris que le BFRU pourrait venir au secours du bloc gestion-assiette, sans que la réciproque soit possible — notamment pour anticiper le surtravail généré par la saisie des déclarations papier, encore en grand nombre. En avril, nouvelle annonce : le bloc gestion pourrait aussi théoriquement venir en appui de l'accueil. Théoriquement... car la charge de travail de ce bloc ne le permet pas. Bref, l'étanchéité des débuts a laissé place à une porosité généralisée, sans vision, sans cadre, au gré des urgences du moment. Mais cette évolution n'est pas qu'un aveu d'échec technique : c'est le révélateur d'un malaise profond. Car derrière le langage managérial (« modularité », « adaptabilité », « flux »), ce sont les suppressions d'emplois, la perte de sens et la dégradation des conditions de travail qui explosent à la figure. Les collègues sont en surchauffe et les usagers perdus dans un millefeuille illisible. Ce modèle ne fonctionne pas. Il faut un véritable débat de fond sur l'organisation du travail dans les SIP, en repartant des réalités de terrain, et non des fantasmes d'ingénierie gestionnaire.

CGT Finances publiques Paris
16 rue Notre-Dame des victoires
75 002 Paris
cgt.drifip75@dgfip.finances.gouv.fr

La CGT Finances Publiques le dit depuis le début : ces blocs ne sont pas fonctionnels, ce sont des blocs dysfonctionnels. Ils cassent la continuité du service, déqualifient les métiers et introduisent une perméabilité à géométrie variable selon les besoins de la hiérarchie. Aujourd'hui, 85 à 90% des collègues se retrouvent dans des blocs soi-disant étanches, devenus perméables au fil de l'eau, sans transparence ni reconnaissance.

BALAIS REBELLES ET PATRONS AU TAPIS



Ils ont tenu bon, ils ont gagné. Après plus de deux mois de grève, les salarié-es du nettoyage de Maintenance Industrie (MI), prestataire sur nos sites, ont arraché une victoire face au mépris patronal. Tout a commencé par le non-versement des chèques-cadeaux du CSE. En réponse : pétition, rassemblements... Résultat : MI cède en février. Mais c'était loin d'être fini. Temps partiels imposés, sous-équipement, primes inexistantes... Les grévistes exigent des heures en plus et de meilleures conditions de travail. MI ? Appels à la police, proposition indécente de 50 centimes pour laver leurs blouses. La grève s'enracine, les soutiens aussi. Et le 5 mai, victoire : heures augmentées, primes, blouses,

indemnité de remise en état (60% des jours de grève) ! La DRFiP, donneuse d'ordres, ne peut se dédouaner. Elle doit garantir le respect des droits des travailleuses et travailleurs dans ses murs, à commencer par l'indemnité de blanchissage. Épilogue : pression sur notre camarade Fabrice convoqué par la direction ? Rassemblement massif devant la DRFiP. **Résultat : recul immédiat de l'administration. « Malentendu », disent-ils. Deux victoires, une même morale : la lutte paie.**